

N° 6093²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROJET DE REGLEMENT GRAND-DUCAL

**concernant la participation du Luxembourg à l'opération
navale de l'Union européenne (EUNAVFOR ATALANTA)
contre la piraterie au large de la Somalie**

* * *

SOMMAIRE:

page

Prise de position du Gouvernement

- | | |
|---|---|
| 1) Dépêche de la Ministre aux Relations avec le Parlement au
Président de la Chambre des Députés (18.12.2009)..... | 1 |
| 2) Dépêche du Ministre de la Défense à la Ministre aux Relations
avec le Parlement (18.12.2009) | 2 |

*

DEPECHE DE LA MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(18.12.2009)

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire transmettre en annexe la prise de position du Gouvernement sur l'avis émis par le Conseil d'Etat en date du 18 décembre 2009 sur le projet de règlement grand-ducal sous rubrique.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour la Ministre aux Relations
avec le Parlement,
Jean-Luc SCHLEICH
Chef de bureau adjoint*

*

**DEPECHE DU MINISTRE DE LA DEFENSE A LA MINISTRE
AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT**

(18.12.2009)

Dans son avis du 18 décembre 2009, le Conseil d'Etat formule trois observations au sujet du projet de règlement grand-ducal sous objet.

La Haute Corporation propose ainsi de supprimer l'article 7 qui prévoit l'allocation d'une indemnité de jour et de nuit dont les montants sont fixés par le Gouvernement en Conseil. S'il est vrai – comme le souligne le Conseil d'Etat – que „cette matière est couverte par la réglementation applicable en matière de frais de route“, il convient aussi de relever que cette disposition est généralement reprise dans les règlements grand-ducaux qui relèvent de la loi sur les opérations pour le maintien de la paix.

Le Conseil d'Etat propose également de supprimer la deuxième phrase de l'article 8 suivant laquelle „Le membre de l'Armée luxembourgeoise ou ses ayants droit bénéficient d'une indemnisation particulière en cas d'invalidité permanente ou de décès“. A l'instar de l'article 7 il y a lieu de relever que l'indemnisation des risques, qui – comme le rappelle la Haute Corporation est „adéquatement couverte par la législation applicable“ – est une formule standard. Celle-ci est reprise dans tous les règlements grand-ducaux ayant trait aux missions de l'armée. Cette pratique se justifie par le souci de présenter dans un même texte toutes les dispositions pertinentes et de contribuer ainsi à la lisibilité du texte.

Pour ces raisons, le Gouvernement est d'avis qu'il convient de maintenir la pratique établie en la matière et n'entend donc pas donner suite aux observations de la Haute Corporation relatives aux articles 7 et 8.

Enfin, le Conseil d'Etat fait une remarque quant à la forme et propose d'écrire en toutes lettres les délais envisagés aux articles 9 et 10 (soit „six mois“ et „cinq jours“ au lieu de „6 mois“ et „5 jours“). Le Gouvernement entend donner suite à cette observation du Conseil d'Etat.

Je vous saurais gré de transmettre cette prise de position à la Conférence des Présidents de la Chambre par l'entremise de Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Le Ministre de la Défense,
Jean-Marie HALSDORF